

Chère Camarade, Cher Camarade,

Nous y voilà donc !

Dans moins de cinquante jours, tu vas choisir qui portera les couleurs de notre parti, les espoirs de la gauche et demain, je l'espère, la responsabilité de la France.

Je ne sais pas si tu as déjà fait ton choix. Mais je sais que beaucoup de militants – peut-être même de plus en plus - hésitent encore. Ils s'interrogent, lisent, écoutent, discutent, réfléchissent.

Le débat vient de commencer. J'en suis heureux.

Je suis candidat. Et je veux te dire pourquoi. Il ne s'agit pas davantage d'une ambition ancienne que d'une révélation récente. Depuis le choc du 21 avril, je n'ai cessé de sillonner notre pays. Et c'est parce que j'ai la conviction de pouvoir apporter des réponses aux problèmes auxquels il est aujourd'hui confronté que je suis candidat.

Car ce qui est en jeu, c'est notre modèle social et, ce faisant, notre identité républicaine et laïque.

Ma réponse, c'est une social-démocratie renouvelée, repensée, épanouie. C'est le social comme priorité et la démocratie comme méthode ; c'est un Président de la République engagé et des contre-pouvoirs syndicaux, associatifs et politiques renforcés ; c'est l'exigence de la vérité et du respect.

Oui, l'avenir de notre modèle social est en jeu.

La mondialisation, avec l'arrivée de trois milliards de travailleurs supplémentaires, vient modifier durablement le rapport de force entre le travail et le capital.

La droite a renoncé à défendre notre modèle : c'est ce qu'elle appelle la « rupture ». Sa politique depuis cinq ans a ébranlé en profondeur le pays. Et ses projets, s'ils étaient appliqués – je songe, pour ne prendre qu'un seul exemple, à la suppression de l'impôt sur les successions – finiraient de le détruire.

Je refuse ce renoncement. Je crois en la modernité de nos valeurs. Je crois en la possibilité de retrouver, en moins d'une décennie, le plein emploi. Je crois même en la possibilité de voir la France redevenir la première voix européenne. Oui, je crois en la capacité de notre peuple à relever ces défis.

Que nous disent les Français ? Ils disent et répètent « Pouvoir d'achat ». « Chômage ». « Précarité ». « Education ». « Logement ». « Santé ». « Retraites ». Tout converge. Tout, d'une manière ou d'une autre, ramène à la lutte contre les inégalités. Tout repose sur notre capacité à créer des richesses. Tout renvoie à notre modèle social.

Telle est, j'en suis convaincu, la demande profonde des Français.

Tel est aussi, même si tous les candidats socialistes ne partagent pas cette analyse, l'intérêt politique de la gauche si elle veut l'emporter. La droite joue sur les peurs de l'insécurité et de

l'immigration. Répondons-lui – nous ne manquons pas d'arguments tant son bilan est mauvais et l'élu de banlieue que je suis sait que la fermeté est indispensable. Mais replaçons le débat, replaçons-le toujours, sur les questions économiques et sociales.

A la question de savoir quelles sont mes trois principales priorités, je réponds : en un, le social ; en deux, le social ; en trois, le social.

Je m'inscris avec fierté dans la longue histoire et les grands combats de la gauche qui, depuis plus d'un siècle, ont apporté leur pierre à la lutte contre les inégalités. Mais je sais que, pour être efficaces, nous devons renouveler nos analyses, nos instruments, nos modes d'action.

Aujourd'hui, les inégalités se généralisent : entre les revenus et les patrimoines, dans l'accès à l'emploi et dans les conditions de travail, dans la santé et dans le logement, à l'école et à l'université. Elles se concentrent sur certains territoires. Elles se cumulent. Ce sont toujours les mêmes qui réussissent et toujours les mêmes qui échouent.

Lutter contre les inégalités, c'est améliorer la redistribution, notamment fiscale, conforter les services publics et renforcer les filets de sécurité face aux nouvelles formes d'exclusion.

Mais réparer les dégâts engendrés par le marché ne suffit plus. Il faut empêcher les inégalités de se créer en agissant en amont, en les attaquant à la racine, en donnant plus à ceux qui ont moins. C'est en concentrant les capitaux publics sur ceux qui ont moins de capital social que nous construirons l'égalité réelle.

Je défends un nouveau rapport entre l'économie et le social. Prenons conscience qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'investissement social est un investissement économique. Donner la priorité à l'éducation et à la santé, c'est valoriser le capital humain. Valoriser le capital humain, c'est la condition pour entrer dans l'économie de la connaissance. Et choisir l'économie de la connaissance, c'est trouver notre place dans la mondialisation.

Je veux que nous nous saisissions aussi des questions du futur. La révolution énergétique de l'après-pétrole et la révolution démographique du vieillissement sont devant nous. Elles vont modifier nos systèmes de production et bouleverser nos modes de vie. Nous ne devons pas subir ces changements. Nous devons les anticiper pour les maîtriser.

Pour porter ce nouveau socialisme qui émancipe, qui libère l'individu de ses origines et qui remet en mouvement la mobilité sociale, je défends une nouvelle conception de la démocratie et notamment du rôle du Président de la République.

Je veux un Président engagé. Je ne veux plus qu'il soit un arbitre, mais un acteur. Je ne veux plus qu'il fixe de loin en loin, d'une phrase obscure, une orientation ; mais je veux que, au jour le jour, il s'engage, porte une politique et réhabilite ce beau mot de responsabilité. Le temps d'un président-monarque est révolu. Oui, le temps d'un président engagé est venu.

Une telle évolution impose évidemment de renforcer les contre-pouvoirs.

C'est vrai de la démocratie sociale. Je propose une nouvelle articulation entre la loi et le contrat, avec des accords majoritaires signés par des syndicats à la représentativité renouvelée.

C'est vrai de la démocratie locale. La gauche a lancé la décentralisation. Une autre étape est nécessaire pour donner aux collectivités des responsabilités nouvelles – et je n'oublie ni les ressources financières, ni la solidarité nationale qui doivent fonder la nouvelle République territoriale.

C'est vrai enfin de la démocratie politique. Pour aller vers une République parlementaire, pour que le législatif contrôle réellement l'exécutif, il ne manque pas seulement au Parlement des pouvoirs, il lui manque trop souvent aussi des parlementaires : l'instauration du mandat unique est, pour moi, la mère de toutes les réformes.

Le social comme priorité. La démocratie comme méthode. J'ajoute que ma social-démocratie est laïque, réformiste, européenne et internationaliste.

Être réformiste, c'est avoir conscience que lorsqu'une avancée est refusée au prétexte qu'elle n'est pas suffisante, ce sont toujours ceux qui en ont le plus besoin qui en souffrent. C'est vouloir réformer dans la durée, du premier jusqu'au dernier jour.

Être européen, c'est vouloir relancer l'Europe politique et sociale. Le référendum nous a divisés. Mais je ne veux pas mettre mon engagement de toujours dans ma poche : on ne réconciliera pas le « oui » et le « non » par un silence pudique, mais par une action résolue. Ce sera la mission du Président de la République qui, dès son élection, partira défendre notre projet au Conseil européen présidé par nos partenaires allemands.

Être internationaliste, c'est porter une vision généreuse, ouverte, humaniste de la France ; c'est assumer notre responsabilité vis-à-vis de femmes et d'hommes qui n'habitent pas sur notre sol ; c'est défendre une autre politique étrangère ; c'est relancer l'aide au développement notamment en diffusant les médicaments génériques contre le SIDA.

Chère Camarade, cher Camarade, l'état d'esprit qui est le mien à l'ouverture de cette campagne tient en deux mots : vérité et respect.

La vérité. Nous ne convaincrions pas en nous contentant de slogans : nous devons être précis. Nous ne convaincrions pas en promettant tout à tout le monde : nous devons dire comment nous retrouverons les voies de la croissance et comment nous financerons nos priorités. Nous ne convaincrions pas par le double langage, en ayant un discours pour les militants et un autre pour les Français, un discours pour l'opposition et un autre pour l'exercice du pouvoir. Dans cette campagne, je veux porter l'exigence de vérité : elle n'est pas seulement le fondement éthique de la social-démocratie, elle est aussi l'instrument de la victoire et la garantie d'un exercice durable du pouvoir.

Le respect. Vis-à-vis des autres candidats, le vrai respect, c'est d'accepter de débattre, sur le fond, de nos convergences, mais aussi de nos divergences de priorités, de méthodes et de vision de la fonction présidentielle, pour éclairer démocratiquement le choix de chacun. Et puis, aussi, le respect des militants. La campagne interne est l'occasion d'un dialogue direct : face à la pression du sommet, à la pression des médias, à la pression des sondages, je choisis la politique, dans ce qu'elle a de plus noble.

Que la campagne commence !